

Après les révolutions, les jeunes toujours à la marge ?

Vendredi 6 février 2015, le 2^{ème} anniversaire de l'assassinat de Chokri Belaïd a coïncidé avec le passage de relais du dernier gouvernement de transition présidé par Mehdi Jomaâ (depuis fin janvier 2014) à la première équipe gouvernementale (issue des élections d'octobre-décembre 2014), dirigée par Habib Essid. Le même jour, le magazine électronique *Orient XXI*, a réuni des journalistes, des chercheurs et des acteurs autour du thème « *Après les révolutions, les jeunes toujours à la marge ?* ». La rencontre, la 1^{ère} organisée à Tunis par un site né à Paris en octobre 2013 qui inaugure un bureau local, a déroulé un panorama tonique et tonifiant qui a remué des questions de fond, sans s'égarer dans les considérations du type (qu'est ce qu'un jeune ?) ni perdre de vue le besoin de problématiser la situation tunisienne mise sous les projecteurs. Trois panels ont fait entendre des voix, communiqué des

arabe dialectal ont traduit des échos concis sur la jeunesse tunisienne (avec un contrepoint sur l'Egypte).

Résonances d'une conscience politique en action

Au cours du premier panel (*Conditions économiques et contestations sociales*), des intervenants issus de l'activisme « révolutionnaire » ont fait part d'enquêtes à Douar Hicher ou Hay Ettadhamen, de prospections sur la précarité de l'emploi dans le bâtiment et le textile à Monastir, Kairouan et Kasserine, sur les diplômés chômeurs (380.000 / 800.000 environ) qui continuent à alimenter l'immigration clandestine, sur la stigmatisation que les médias contribuent à accentuer aux yeux de centaines de jeunes des quartiers qualifiés de « salafistes », sur l'instrumentalisation et la criminalisation des luttes sociales. Poursuivant le rôle de relais

l'urgence de la justice sociale, des rapports qui mettent le doigt sur le retard du droit, de la police et des tribunaux face aux frustrations et aux discriminations.

On sait que le temps politique a été accaparé par des luttes de pouvoir entre élites partisans. L'apport de ces dissections chiffrées des plaies sociales et économiques n'en est que plus fort. Ces ponctions raisonnées sont des radiographies précieuses pour baliser de futurs champs d'action. Comment faire pour que ces visions critiques, ces énergies inquiètes et ces volontés averties et renseignées deviennent agissantes ? La maturité acquise dans l'observation des réalités du pays pointe une série de chantiers où on peut lutter contre les tendances libérales en marche. La démarche de ces acteurs de la vie civile et leur travail mènent à la nécessité de changer le rapport au pouvoir, au besoin de passer de la pression politique à la proposition, de sortir de la marge pour aller vers la reconnaissance des initiatives, en les rendant opératoires.

Opinion et influence : objets flottants

Le deuxième panel (*Que deviennent les cyber-activistes ?*) a donné la voix à des militants qui ont concentré leur action dans la destruction du régime de sécurité et de censure d'Internet sous Ben Ali. Leur ennemi commun ayant éclaté, ils se sont reconvertis après janvier 2011 en entrepreneurs culturels, gérants d'ONG, journalistes ou concepteurs de programmes pour la sécurité informatique. Animateurs de la vie publique, ils sont revenus sur la signification du terme « cyber-activistes », partagé par des adversaires d'autres bords, par des usagers ordinaires et d'autres moins vertueux. Le fil reliant ces auto-analyses est la recherche d'une participation à la



#Occupy Tunis, manifestation du 11 novembre 2011. © Amine Ghrabi.

résultats d'enquêtes, livré des témoignages, fourni des analyses sur fond d'échanges polémiques. La moyenne d'âge de l'assistance – nombreuse – a été inférieure aux rencontres comparables. Des communications en français et en

d'information et d'analyse, ces représentants d'une conscience aguerrie depuis 2011 ont apporté des outils évaluant l'exclusion persistante de la jeunesse, des études qui mesurent l'écart de la scène politique par rapport à

Comptes rendus d'activités

politique, loin des injonctions de neutralité et des formes imposées. Revenant sur la façon dont ils ont vécu le passage de l'avant à l'après Ben Ali, ces contestataires se demandent quelles sont les perspectives d'agir sur la conception du pouvoir, après avoir participé au premier acte de la bataille pour la liberté d'expression et le droit de s'organiser.

Rompus à une technologie qui a eu raison du régime de Ben Ali, ces militants se heurtent à la résilience du système sécuritaire et à la difficulté de construire un Etat de droit. Tous tournent autour de l'information, un contre-pouvoir encore mal structuré en tant que tel, malgré les acquis. L'épreuve est dans l'héritage d'un système entretenu par des intérêts puissants et vigilants. L'érosion de leur impact médiatique en faveur d'un paysage plein de failles professionnelles et éthiques fait qu'il n'a pas été possible jusque là de constituer des modes d'influence sur une opinion publique changeante et difficile à définir.

Malgré le chamboulement de 2011, le chantier de la neutralisation de l'espace public est loin d'être clos. Quatre ans après, il s'agit de penser à l'engagement qui s'impose et d'y attacher les méthodes adéquates. Plus que jamais, la voie de chacun est à chercher.

La décision politique au centre des revendications et des événements

Le dernier panel (*La participation des jeunes à la vie politique*) a été plus différencié et tumultueux. Les échanges avec les représentants de partis, un député, deux conseillers de gouvernement, un militant et une politologue révèlent la différence de points de vue entre ceux qui sont passés par le travail politique organisé et les « indépendants » et/ou observateurs et chercheurs.

Les militants de partis ont concentré le regard sur l'expérience électorale. Que l'on considère les jeunes mobilisés dans les campagnes de vote ou le fort taux de non participation des 18/35 ans (85 %) aux élections, le point de vue fait dépendre la vie politique du moment électoral. Or, la participation à la vie politique est diverse

et plus large. L'exemple de l'Egypte a permis d'évoquer le *street art* et le travail associatif (par exemple contre le harcèlement sexuel). Les débats autour des méthodes d'action ont fait éclater le mouvement *Tamarrod* et la jeunesse « révolutionnaire » égyptienne a été largement réprimée. Pour la Tunisie, on a entendu fuser de la salle des reproches contre une instrumentalisation des jeunes et un accaparement des positions de pouvoir. Au-delà de ces polémiques et des considérations générationnelles qu'elles recouvrent, on sent que les jeunes sont déçus voire se sentent dépossédés d'un processus auquel ils ont pris part. Par ailleurs, la prise de décision, nœud de la participation politique, est tombée dans l'escarcelle des dirigeants des partis pré-existant aux événements de 2010/2011. La sur-détermination idéologique des luttes partisans a contribué à tourner le dos aux revendications et aux potentialités de la jeunesse en présence. Par ailleurs, la centralisation de la vie politique dans la capitale, au sein des instances partisans et entre les réseaux anciens ne doit pas cacher l'engagement d'autres jeunes (dans l'art et dans la culture entre autres) et un choix politique qui capte de plus en plus les jeunes de tous milieux : le « salafisme » voire le « jihadisme ».

Un militant a prédit que les jeunes, aujourd'hui à la marge, sont appelés à devenir le centre de la politique. Il est difficile de faire des conjectures en dehors d'études ethnographiques sur des groupes et/ou des individus actifs. Une anthropologie des pratiques et des comportements qui régissent le monde politique actuel serait d'une grande utilité.

À un moment où l'âge des gouvernants est objet de discussion et même sujet de railleries, on peut se demander si les conditions d'une transition politique générationnelle existent en Tunisie. À voir les participants à cette rencontre, beaucoup d'ingrédients sont là : des acteurs conscients et actifs, une expérience de la contestation et de la vie de parti, un apprentissage du management et de la gestion... Que manque-t-il alors pour un *énième* bond qualitatif nécessaire au pays ? Tout simplement, peut-être, que la politique, comme partage, gestion de l'intérêt public et responsabilité, change... de grammaire et pas seulement d'hommes et d'équipes.

Kmar Bendana

Texte paru dans *La Presse de Tunisie*,
16 février 2015



huffpostmaghreb.com. © Amine Ghrabi